



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration - Soixante-quatrième session

Rome, 9-10 septembre 1998

ACTIVITÉS PRÉVUES AU TITRE DES PROJETS

1998-1999

1. À la deuxième session du Conseil d'administration, il a été décidé que des renseignements sur les activités prévues au titre des projets seraient communiqués régulièrement au Conseil afin que ses membres soient tenus constamment informés de l'évolution de la situation concernant la réserve de projets du FIDA et puissent, s'ils le souhaitent, émettre des observations sur les activités prévues à un stade approprié du cycle des projets. Depuis, des renseignements de cette nature ont été régulièrement fournis au Conseil à chacune de ses sessions, sous la forme d'annexes aux documents soumis au titre des points pertinents de son ordre du jour.

2. Lors d'une session antérieure du Conseil d'administration, certains de ses membres ont demandé que des précisions complémentaires leur soient fournies sur la nature et le but de ces annexes. Les explications demandées ont été données à la huitième session et sont reprises ci-dessous pour la commodité du Conseil. Le contenu de l'annexe B a été révisé à la vingt-septième session et les explications pertinentes modifiées en conséquence. Les informations figurant à l'annexe E ont été demandées par le Conseil d'administration à sa trente-cinquième session.

a) Annexe A

L'annexe A a pour but de présenter au Conseil d'administration, un résumé des informations disponibles sur les projets dont l'élaboration a atteint un stade avancé et qui sont par conséquent susceptibles d'être soumis au Conseil à l'une de ses sessions suivantes. Comme les observations des membres du Conseil sur les descriptions succinctes des projets figurant à l'annexe A sont recueillies lors de la session où les documents en question sont examinés, ces descriptions succinctes ne sont pas reproduites à nouveau dans l'annexe A des documents qui sont soumis au Conseil à ses sessions ultérieures.

Toutefois, pour que l'annexe A soit une récapitulation de tous les projets qui se trouvent à un stade d'élaboration avancé, on trouvera ci-joint une liste des projets qui ont déjà été soumis au Conseil lors de sessions précédentes dans l'annexe A mais qui n'ont pas encore été approuvés.

b) Annexe B



L'annexe B a pour objet de fournir une liste complète des projets compris dans la réserve et qui ont fait l'objet d'un examen par le Comité d'examen technique (TRC) afin de s'assurer qu'ils répondent aux conditions requises pour bénéficier du soutien du FIDA. Cette annexe comprend donc les projets qui ont été uniquement identifiés, ceux dont l'élaboration a atteint un stade avancé (et qui par conséquent figurent eux aussi dans l'annexe A au document ou à un document précédent) et les projets qui sont soumis à l'approbation du Conseil d'administration au cours de la même session. L'annexe B fournit donc une liste qui permet de retrouver facilement tous les projets se trouvant dans la réserve.

c) Annexe C

L'annexe C a pour but de récapituler sous forme de tableaux les montants prévus pour des activités financées par le Fonds d'élaboration des projets dans le cadre du programme de dons d'assistance technique, tels qu'approuvés par le Conseil des gouverneurs dans le programme de travail et budget du FIDA.

d) Annexe D

L'annexe D a pour but de fournir une description succincte des dons d'assistance technique accordés au titre du Mécanisme spécial d'intervention (MSI) et qui ont été approuvés par le Président en vertu des pouvoirs que le Conseil d'administration lui a délégués¹.

e) Annexe E

L'annexe E fournit, pour observations éventuelles de la part du Conseil d'administration, un résumé des renseignements disponibles sur les propositions de dons d'assistance technique en matière de recherche agricole et de formation dont la conception a atteint un stade avancé et qui ont donc de fortes chances d'être présentés au Conseil lors de l'une de ses prochaines sessions.

3. Les informations contenues dans les annexes A, B et E ne donnent qu'une indication de l'évolution des activités du Fonds à divers stades du cycle du projet. Certains des projets ou dons mentionnés ne verront peut-être jamais le jour alors que d'autres, qui ne figurent pas encore sur la liste, pourront y être inscrits plus tard. Il faut souligner également que le fait d'inclure dans ces annexes un ou plusieurs projets ou dons intéressants tel ou tel pays n'implique ni un jugement définitif sur leur pertinence, ni une prise de position quant au montant de l'aide dont ce pays peut bénéficier, ni une indication du nombre de projets à financer.

4. Les explications ci-dessus valent aussi bien pour les documents précédents que pour les annexes jointes au présent document.

¹ Dans le cas où des dons d'assistance technique auraient été approuvés par le Président depuis la dernière session du Conseil, des précisions sur ces dons seront fournies à la présente session.

ANNEXE A

Région: Afrique I	Pays: Burkina Faso
Nom du projet: Appui aux micro-entreprises rurales	PNB par habitant ¹ : 230
Coût du projet (en millions de USD): 13,0	Population (en millions d'habitants) ¹ : 10,4
Prêt du FIDA (en millions de USD): À déterminer	Financier extérieur principal ² : FIDA
Conditions de prêt proposées: Particulièrement favorables	Cofinancier: Aucun
État d'avancement: Formulation en cours	Institution chargée de la préévaluation et administrateur du prêt: FIDA et institution à déterminer

Objectifs du projet

Le projet proposé aura pour objectif général de diversifier et d'augmenter les revenus ruraux. Il visera à mettre en route un processus durable de développement des micro-entreprises en créant des mécanismes d'appui destinés aux micro-entrepreneurs ruraux et en renforçant les systèmes financiers décentralisés. Ce faisant, le projet permettra: i) d'améliorer l'offre de biens et de services de base dans les zones rurales; ii) de prolonger la période de l'année pendant laquelle la population rurale (en âge de travailler) a un emploi rémunéré; iii) de réduire l'exode rural en créant des emplois pour les jeunes ruraux.

Bénéficiaires du projet

Bien qu'il ait une portée nationale, le projet sera concentré au départ sur les zones du pays les plus propices à la naissance de micro-entreprises rurales (matières premières disponibles localement, liquidités provenant de la vente de cultures commerciales et de marchés actifs). Par la suite, le choix des sous-zones du projet sera dicté par la nécessité de trouver un équilibre acceptable entre les régions pauvres et les moins pauvres. Le groupe cible du projet comprendra à la fois des individus et des groupes qui, en raison de leur pauvreté ou de leur connaissance insuffisante des technologies appropriées, ne sont pas en mesure de mettre en pratique leurs idées en matière d'activités commerciales dans le secteur rural. Il pourrait également comprendre des agriculteurs qui souhaitent compléter leur revenu agricole avec des revenus hors exploitation, de futurs micro-entrepreneurs sans revenu agricole ou des micro-entrepreneurs qui entendent renforcer leur entreprise. Les jeunes et les femmes seront considérés comme des groupes prioritaires et on leur garantira l'accès à tous les services et dispositifs du projet sur un pied d'égalité.

¹ Données de 1995. PNB exprimé en dollars des États-Unis.

² Financier extérieur qui, à la demande du gouvernement, conduit la conception et la préévaluation préliminaire du projet ainsi que la mobilisation de ressources extérieures.



Composantes du projet

a) Appui aux micro-entrepreneurs ruraux

Cette composante a pour objet de créer un environnement favorable à la naissance de micro-entreprises rurales et à la formation des bénéficiaires (formation de courte durée, en cours d'emploi, apprentissages, voyages d'étude, etc.). Les activités suivantes seront financées: information, appui technique et suivi des entreprises admises à bénéficier de l'aide du projet; recherche-action en matière de technologie; services consultatifs spécialisés en promotion et commercialisation. Ces activités seront sous-traitées à des organismes spécialisés, à des conseillers techniques ou à des institutions, dans le cadre de contrats de partenariat.

b) Renforcement des systèmes financiers décentralisés

Afin de permettre aux systèmes financiers décentralisés des zones desservies par le projet de répondre à la demande supplémentaire de services et de dispositifs financiers, le projet appuiera: i) l'amélioration des bureaux des systèmes financiers décentralisés moyennant la construction/modernisation des bâtiments; ii) un appui logistique (véhicules et équipement); iii) une formation spécifique à l'intention du personnel et des agents. Aucune ligne de crédit ne sera ouverte au titre de la composante, mais le projet mettra en place des fonds de garantie avec partage des risques.

c) Coordination et suivi du projet

Afin d'assurer la coordination des activités et le suivi des sous-traitants, le projet appuiera la mise en place de petits bureaux de projet régionaux, un par région desservie. Des fonds seront fournis pour les dépenses de fonctionnement afférentes au personnel (peu nombreux), aux salaires, à la formation, aux transports et à l'équipement, aux vérifications annuelles des comptes et aux missions de soutien de courte durée.

Exécution du projet

Ce projet de six ans sera exécuté sous les auspices du Ministère de l'économie et des finances. Le comité directeur, présidé par le Directeur général de l'économie et du plan et composé de représentants de tous les ministères et organismes techniques s'occupant du développement des micro-entreprises et de l'artisanat, passera en revue les programmes de travail et budgets annuels (PTBA) préparés dans les régions et examinés par les "Comités régionaux de concertation". Dans le cadre des PTBA, le projet sera autonome pour ce qui est de la gestion et de l'exécution. Le coordonnateur de projet, épaulé par un comptable en chef, sera responsable du budget et du contrôle financier.

Quelques caractéristiques importantes

Le projet a été préparé en tenant compte des principales orientations de la stratégie à moyen terme du FIDA pour le Burkina Faso. L'un des moyens envisagés pour accroître la production et les revenus ruraux a consisté à favoriser les activités rémunératrices non agricoles. D'ailleurs, le bien-fondé de l'intervention du FIDA dans le secteur de la micro-entreprise rurale a été confirmé par les conclusions d'un examen de ce secteur mené en 1997. Il en ressort qu'une telle intervention contribuera à réduire la pression exercée sur le sol et à diversifier les sources de revenu, en particulier dans les zones défavorisées. Le projet mettra en place un processus de sensibilisation, de formation et d'analyse, avec les membres du groupe cible concernés. On les aidera à développer leurs idées concernant le projet et à trouver le moyen de surmonter les contraintes organisationnelles, techniques,



commerciales ou financières auxquelles ils se heurtent. En appliquant cette stratégie à moyen terme, le FIDA insistera particulièrement sur les besoins et les aspirations des femmes rurales pauvres, qui représentent une catégorie particulièrement vulnérable. Le projet sera mis au point en étroite collaboration avec une équipe de conception nationale.

Questions principales

Les régions prioritaires en vue d'une intervention du projet seront confirmées pendant la préévaluation.

Opérations antérieures du FIDA

Le FIDA a appuyé cinq projets au Burkina Faso (un cofinancé et quatre dus à l'initiative du Fonds) pour un total de 39,28 millions de DTS (10,55 millions de DTS ont été accordés dans le cadre du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification (PSA)). Deux projets sont en cours d'exécution. En outre, un don de 79,7 millions de BEF a été accordé dans le cadre du Programme conjoint du Fonds de survie belge (PC-FSB).

Région: Afrique I	Pays: Gambie
Nom du projet: Services financiers ruraux et initiatives communautaires	PNB par habitant ¹ : 320
Coût du projet (en millions de USD): 14,2	Population (en millions d'habitants) ¹ : 1,1
Prêt du FIDA (en millions de USD): À déterminer	Financeur extérieur principal ² : FIDA
Conditions de prêt proposées: Particulièrement favorables	Cofinanceur: À déterminer
État d'avancement: Préévaluation en cours	Institution chargée de la préévaluation et administrateur du prêt: FIDA et institution à déterminer

Objectifs du programme

Le programme a pour objectif général d'améliorer la sécurité alimentaire des paysans en Gambie. Dans cette optique, il a pour objectifs spécifiques: i) d'améliorer l'accès à des aliments différents sur le plan nutritionnel et de promouvoir les moyens d'accroître les revenus ruraux; ii) de rationaliser et d'étendre les services financiers ruraux; iii) de favoriser les activités communautaires autonomes et de renforcer les institutions locales.

Bénéficiaires du programme

On estime que les bénéficiaires potentiels du programme sont au nombre de 500 000 environ. Des communautés entières vivant dans 180 villages (sur un total de 1 830 pour l'ensemble du pays) et comptant quelque 100 000 personnes participant au programme bénéficieront de 500 mini-projets de développement, financés par le Fonds collectif des agriculteurs. La capacité des organisations à assise communautaire, 360 au total, de gérer plus efficacement leurs priorités de développement sera renforcée. Par ailleurs, le programme bénéficiera indirectement à 180 000 personnes grâce à des interventions portant sur les cultures en surfaces restreintes et à 160 000 autres dans le cadre d'interventions à l'échelle nationale concernant les petits ruminants. Environ 100 000 personnes tireront profit du renforcement institutionnel des caisses des Associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC), qui passeront de 37 qui existent actuellement dans le pays à 100. L'épargne constituée auprès de ces associations devrait tripler par rapport au chiffre actuel de 300 000 USD.

Composantes du programme

a) Appui à la production

Afin d'améliorer l'accès à des aliments différents sur le plan nutritionnel et de promouvoir les moyens de relever les revenus ruraux, le programme aidera à développer les sous-secteurs des cultures en surfaces restreintes, ainsi que des petits ruminants et de la volaille. Pour ce faire, on s'emploiera à: renforcer les moyens techniques des ministères de tutelle et des organisations non gouvernementales (ONG), et mettre en place des services auxiliaires à l'échelon des villages; financer la recherche participative et les démonstrations en exploitation; financer l'élaboration, la mise à l'essai et la



diffusion d'une technologie appropriée dans les domaines du matériel agricole, du traitement, de l'emmagasinage et des procédés permettant d'économiser le travail manuel; fournir un appui pour la commercialisation des produits frais et des produits traités.

b) Structures financières rurales

Pour améliorer l'accès des populations rurales aux services financiers, compte tenu des possibilités offertes par le système des AVEC, le programme entreprendra les activités suivantes: fournir une assistance pour la création de 63 nouvelles caisses; contribuer à renforcer au plan institutionnel les caisses, existantes ou nouvelles, les organismes (ONG) jouant un rôle de facilitation auprès des AVEC et les responsables de la réglementation (unité financière rurale de la Banque centrale de Gambie); attribuer des fonds pour le refinancement à court terme, saisonnier, des AVEC et des prêts à moyen terme pour les infrastructures de production par le biais de l'Association financière des femmes de Gambie; financer la formation et l'appui relatifs aux activités rémunératrices hors exploitation.

c) Développement communautaire

Le programme financera le renforcement des capacités des organisations à assise communautaire, en particulier les organisations de paysannes à l'échelon des villages (*kafos*), les agents de développement communautaire et les vulgarisateurs. Des fonds seront également prévus pour des campagnes d'information, d'éducation et de communication, et pour créer le "Fonds collectif des agriculteurs". Ce fonds financera partiellement, moyennant des dons, des projets de développement social, à court ou à moyen terme, provenant des plans villageois de développement préparés par les organisations à assise communautaire et facilités essentiellement par des ONG.

d) Gestion du programme et suivi et évaluation

Le programme appuiera la mise en place et le fonctionnement de bureaux de gestion du programme aux échelons central et divisionnaire, l'organisation d'un système de S&E et une assistance technique à court terme concernant les divers aspects du programme.

Exécution du programme

Le Ministère de l'agriculture sera le principal organisme d'exécution du programme. Un comité de coordination de haut niveau, formé des principaux intervenants (y compris des représentants des agriculteurs et des ONG), sera mis en place pour superviser l'administration du programme et pour coordonner convenablement et efficacement les activités. Un bureau de gestion du programme, créé auprès du ministère, supervisera la coordination courante du programme.

Quelques caractéristiques importantes

Le programme est dicté par les choix des bénéficiaires pour ce qui est des activités et de leur classement par ordre de priorité, choix exposés dans des plans établis par des groupements communautaires ou par des villages, essentiellement avec l'aide d'ONG. Plus de 70% du coût total du programme correspond à des dépenses engagées pour aider directement les participants. Ces ressources proviennent du fonds collectif des agriculteurs, de la création d'organisations villageoises d'épargne (plus les lignes de crédit) et de la formation à l'intention des membres des *kafos*, y compris les auxiliaires villageoises. Une fois formés, les bénéficiaires assureront eux-mêmes certains des services techniques nécessaires, ce qui est un nouvel exemple de prise de contrôle de leur développement par les participants. Une caractéristique novatrice, dans le contexte de la Gambie, concerne le ciblage distinct des organisations à assise communautaire féminines et masculines dans



un même village (pour les interventions de courte durée) et le ciblage commun pour les interventions de plus longue durée. Il s'agit là d'un moyen acceptable de s'assurer que les priorités des femmes sont prises en compte.

Questions principales

Les questions suivantes seront abordées pendant la préévaluation: i) recherche de cofinanceurs; ii) choix de la division (région) où démarreront les opérations; iii) sélection de l'institution qui assurera la formation à l'intention des AVEC et des autres personnels concernés par les services financiers ruraux.

Opérations antérieures du FIDA

Le FIDA a financé cinq projets (deux cofinancés et trois dus à l'initiative du Fonds) en Gambie, pour un total de 16,7 millions de DTS, dont 2,64 millions de DTS accordés au titre du PSA. Deux projets sont en cours d'exécution.

Région: Afrique I	Pays: Sénégal
Nom du projet: Projet de développement de l'agroforesterie - Phase II	PNB par habitant ¹ : 600
Coût du projet (en millions de USD): 15,0	Population (en millions d'habitants) ¹ : 8,5
Prêt du FIDA (en millions de USD): À déterminer	Financier extérieur principal ² : FIDA
Conditions de prêt proposées: Particulièrement favorables	Cofinancier: Pourparlers en cours avec la Banque ouest-africaine de développement (BOAD)
État d'avancement: Formulation en cours	Institution chargée de la préévaluation et administrateur du prêt: FIDA et institution à déterminer

Objectifs du projet

Le bassin de l'arachide, où se situe la zone du projet, a souffert au cours des dernières décennies de la diminution et de l'irrégularité des précipitations annuelles, de la régression du couvert arboré et de l'érosion progressive du sol. La première phase du projet avait déjà pour objet de faire face à cette situation critique avec des mesures visant à améliorer la fertilité du sol, à augmenter les réserves d'eau et à favoriser la régénération du couvert arboré. Le projet proposé visera à consolider les résultats obtenus dans les villages couverts par la phase I et à les étendre à d'autres villages de la zone du projet précédent. Ce faisant, il appuiera la politique de lutte contre la désertification menée par le gouvernement, contribuera à rétablir le couvert végétal et répondra aux besoins en bois de feu de la population. Cette seconde phase comportera également des mesures visant à accroître la production agricole et à diversifier les activités économiques rurales, contribuant ainsi à assurer l'autosuffisance alimentaire tout en augmentant les revenus ruraux, deux autres objectifs déclarés du gouvernement.

Bénéficiaires du projet

Le projet couvrira les départements de Bambey et de Diourbel. Cette région compte au total 792 000 habitants (chiffre de 1997), dont 75% vivent dans des zones rurales. Les petits exploitants possédant moins de 5 ha représentent 90% des agriculteurs. Leurs revenus (compris entre 340 USD et 580 USD) ne suffisant pas à couvrir les besoins de base de la famille, il est fréquent que les hommes émigrent. Dans le groupe cible qui constituent les populations rurales pauvres, les femmes occuperont une place importante; on s'emploiera tout particulièrement à travailler avec leurs groupes à but économique (groupements de promotion féminine et groupes à but économique). Les participants du projet seront choisis au départ parmi 62 villages pilotes et parmi les bénéficiaires de la première phase qui ont mené à bien la première tranche des mesures d'agroforesterie.

Composantes du projet

a) Renforcement des capacités locales

Cette composante aura pour objet d'organiser et de renforcer les moyens des populations cibles afin qu'elles puissent mettre en route un processus durable de gestion des ressources naturelles et prendre ainsi leur propre développement en main. Des plans d'action prioritaires seront préparés par



les populations, qui auront été auparavant sensibilisées et organisées. Chacun de ces plans consistera en un programme d'action prioritaire et en une définition des besoins en matière de ressources ainsi que des rôles des exécutants concernés. On donnera la priorité aux besoins de formation qui en découleront et on les couvrira dans les domaines suivants: agriculture; élevage et foresterie; gestion des groupements; gestion des fonds villageois de développement; environnement et agroforesterie. Les fonctionnaires travaillant dans les structures d'appui liées au projet suivront si nécessaire des cours de recyclage.

b) Appui aux activités prioritaires

Cette composante vise à enrayer le processus de dégradation du sol en améliorant le potentiel productif grâce à des mesures intégrées d'agroforesterie. Deux types d'activités seront appuyés: i) celles intéressant des particuliers; ii) celles concernant un groupement ou l'ensemble d'un village. Différents trains de mesures seront mis au point pour des petites exploitations, selon leur taille, et pour des activités collectives. Le projet accordera des fonds pour les parcelles d'agroforesterie de la phase I et il facilitera: l'accès à des outils agricoles adéquats ainsi que la protection et la régénération du milieu naturel hors de l'exploitation; la création de pépinières villageoises, de potagers et de parcelles boisées villageoises.

c) Infrastructures rurales

Des fonds seront accordés pour: i) développer les zones créées autour des points d'eau au titre de la phase I et fournir des pompes ainsi que le matériel connexe; ii) installer des puits et des puits tubulaires supplémentaires; iii) favoriser la création d'installations d'emménagement dans les villages; iv) améliorer l'accessibilité aux zones de production en remettant les routes rurales en état. A l'échelon du village, un fonds villageois de développement sera créé pour faciliter la construction et l'amélioration des infrastructures, dans le cadre du programme d'action prioritaire.

d) Unité de gestion du projet

Le projet appuiera la création d'une petite Unité de gestion du projet (UGP), qui bénéficiera des moyens et des systèmes mis en place au cours de la première phase, tels que ceux concernant la comptabilité et le S&E. Toutes les activités de la phase II seront sous-traitées.

Exécution du projet

Ce projet de six ans sera exécuté sous les auspices du Ministère des eaux, des forêts, de la chasse et de la conservation du sol, et suivi par un comité directeur (à l'échelon central du ministère) et par un comité régional de coordination (créé par le Gouverneur de la région de Diourbel). Les activités menées dans les départements seront coordonnées par le Chef du service des forêts. Les partenariats avec le secteur privé et la société civile seront encouragés moyennant la sous-traitance d'activités spécifiques à des institutions et des organisations spécialisées.

Quelques caractéristiques importantes

À condition que des ressources suffisantes soient mises à sa disposition pour renforcer ses moyens et améliorer l'exploitation des ressources existantes, la population du Sénégal est apte à prendre son développement en main. En vingt ans, le FIDA a accumulé des connaissances et une expérience suffisantes dans le pays pour appuyer ce processus de manière efficace et durable. Pour ce faire, il aidera les ruraux pauvres à mettre en application une stratégie à moyen terme basée sur les



principes de la participation, de la durabilité et de la rentabilité. Le projet proposé va dans le sens de la stratégie à moyen terme adoptée par le FIDA par ses interventions au Sénégal et, grâce à un nouveau prêt, il consolidera un projet dû à l'initiative du Fonds, qui a déjà fait ses preuves.

Questions principales

Les questions suivantes seront abordées pendant la formulation et la préévaluation: i) définition précise de la zone du projet; ii) évaluation des besoins en matière de services financiers ruraux; iii) examen des activités centrées sur l'organisation des villages.

Opérations antérieures du FIDA

À ce jour, le Fonds a financé sept projets au Sénégal (un cofinancé et six dus à l'initiative du FIDA) pour un total de 47,80 millions de DTS, dont 26,75 millions de DTS au titre de prêts accordés dans le cadre du Programme spécial (PSA). Quatre projets sont en cours d'exécution.



Région: Afrique II	Pays: Maurice
Nom du projet: Diversification rurale	PNB par habitant ¹ : 3 380
Coût du projet (en millions de USD): 20,0	Population (en millions d'habitants) ¹ : 1,1
Prêt du FIDA (en millions de USD): À déterminer	Financeur extérieur principal ² : FIDA
Conditions de prêt proposées: Intermédiaires	Cofinanceur: Pourparlers en cours avec des donateurs en vue d'un financement parallèle
État d'avancement: Préévaluation en cours	Institution chargée de la préévaluation et administrateur du prêt: FIDA et BSP/ONU

Objectifs du programme

En tirant profit du traitement préférentiel accordé à certains de ses produits, en particulier le sucre, et en y associant une gestion macro-économique rationnelle, Maurice est parvenu à s'assurer une croissance économique rapide. En tant que petite île, l'économie de Maurice souffre cependant de contraintes à la fois géographiques et structurelles, notamment: une base de ressources médiocre et limitée; un marché restreint qui rend difficiles les économies d'échelle; un accès limité aux marchés de capitaux internationaux; une dépendance exclusive à l'égard du sucre et du tourisme pour les devises, ce qui rend le pays particulièrement vulnérable aux chocs financiers extérieurs. En outre, malgré le nouvel essor économique, une part importante de la population pauvre est de plus en plus marginalisée, et ses stratégies économiques traditionnelles de survie sont ébranlées. Afin de s'attaquer à certaines de ces contraintes, le programme proposé visera à améliorer les moyens dont disposent les pauvres sur le plan technique, organisationnel et gestionnaire, afin de leur permettre de diversifier, d'augmenter et de rendre plus sûrs les revenus tirés de l'agriculture, de la pêche, des micro-entreprises et des initiatives communautaires fondées sur l'effort collectif.

Bénéficiaires du programme

Les activités du programme seront concentrées sur l'île de Rodrigues et sur les régions du nord et de l'est de l'île Maurice, qui sont relativement plus défavorisées et laissées à l'abandon. Le programme aura pour bénéficiaires: environ 900 petits planteurs; 750 pêcheurs de Maurice et 100 pêcheurs de Rodrigues; 3 570 micro-entrepreneurs dont quelque 2 600 femmes bénéficieront du développement des micro-entreprises; quelque 4 200 nouveaux membres des caisses de crédit communautaires; près de 4 200 ménages pauvres vivant dans des villages de Rodrigues et 7 000 ménages marginalisés vivant à Maurice (la plupart d'origine créole), qui bénéficient des sous-programmes de développement communautaire. Les bénéficiaires du programme vivent dans des zones rurales et périurbaines défavorisées; leur niveau d'instruction et de formation professionnelle est faible et ils ont peu de chances de se procurer des revenus en tant que travailleurs indépendants. Le ménage bénéficiaire type gagne moins de la moitié du revenu moyen des ménages pour l'ensemble du pays (environ 2 730 USD par an). À Rodrigues, où la pauvreté rurale est très répandue, les revenus annuels des ménages n'atteignent généralement qu'environ la moitié de ceux de Maurice (1 090 USD).



Composantes/sous-programmes du programme

a) Développement de l'agriculture irriguée

Un appui sera fourni pour renforcer les efforts déjà déployés à titre expérimental par le Gouvernement mauritien avec l'aide de l'Union européenne (UE), du Gouvernement français et de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), en vue entre autres de: i) consolider et remettre en état des petits périmètres d'irrigation sur 250 ha, en renforçant notamment la capacité des bénéficiaires de gérer et d'exploiter leurs périmètres; ii) créer de nouveaux petits périmètres d'irrigation sur quelque 150 ha dans le cadre d'un processus participatif. Les bénéficiaires devront assumer la responsabilité de la gestion des périmètres et contribuer aux investissements à l'échelon local; iii) renforcer les institutions et apporter une aide technique pour faciliter l'exécution.

b) Développement de la pêche à l'aide de dispositifs de concentration de poissons

Afin d'assurer la viabilité de la pêche artisanale, menacée par la surexploitation des fonds et par des pratiques halieutiques destructrices dans les lagons situés aux alentours de l'île Maurice et de l'île de Rodrigues, le programme créera une situation favorable à l'investissement en vue de promouvoir la pêche à l'aide de dispositifs de concentration de poissons en dehors des lagons. Cet ensemble de mesures comprendra des investissements dans des bateaux et du matériel (avec la contribution des bénéficiaires), une formation portant sur ce type de pêche, et des fonds pour couvrir la mise en place de nouveaux dispositifs, leur suivi et leur remplacement périodique. Ce sous-programme tirera largement profit de l'aide technique qui sera fournie parallèlement grâce à un don du Japon.

c) Développement des micro-entreprises et des services de micro-crédit

Ce sous-programme visera à créer un environnement porteur et proactif pour les micro-entrepreneurs moyennant: i) l'octroi de prêts (essentiellement des fonds de roulement) destinés principalement à des micro-entreprises gérées par des femmes, selon une approche de "banque villageoise", et une aide à l'instruction et à la formation professionnelle, informelle et complémentaire; ii) une aide technique et un appui à la commercialisation pour offrir des débouchés commerciaux aux micro-entreprises nouvelles, ainsi que des fonds pour étudier la faisabilité de la création d'un centre de commercialisation de l'artisanat à Maurice; iii) le renforcement des caisses de crédit mutuel communautaires et autres intermédiaires, grâce à une assistance technique et financière. L'UE et l'Ambassade américaine soutiendront parallèlement cette initiative.

d) Développement communautaire

Dans le cadre du sous-programme de développement communautaire participatif à Rodrigues, on financera: i) la création d'un mécanisme financier, le fonds d'investissement en faveur du développement communautaire - Rodrigues, qui acheminera une aide financière d'un montant limité en vue de financer les initiatives des communautés et des groupements locaux (contribution parallèle de contrepartie des bénéficiaires); ii) une assistance technique pour mettre en valeur les ressources humaines à l'échelon des organisations communautaires et des fournisseurs de services, afin de s'assurer que la planification participative et l'exécution des projets de micro-investissement seront menées à bien; iii) les dépenses de fonctionnement de l'Unité de gestion du programme (UGP). Le sous-programme mis en oeuvre à Maurice, qui sera moins important, financera des activités analogues, axées sur la demande. Le Ministère de la condition féminine et de la protection de la famille et de l'enfant bénéficiera également d'un appui pour la conception, la planification et la mise en pratique de méthodes participatives, appliquées aux projets communautaires de micro-investissement.



Exécution du programme

Ce programme de six ans sera exécuté sous la responsabilité générale du Ministère des finances. La coordination et la supervision d'ensemble seront assurées par un comité directeur où seront représentés les principaux donateurs. L'exécution courante incombera à l'unité de coordination du programme (UCP) qui sera mise en place par le programme. Chacun des sous-programmes sera exécuté par le ministère/organisme de tutelle. Pour faciliter l'exécution, un financement rétroactif sera assuré.

Quelques caractéristiques importantes

On a tenu compte pour les interventions proposées d'un impératif largement reconnu: l'exécution doit être suffisamment souple et maniable pour pouvoir s'adapter aux changements importants survenant dans l'environnement extérieur. On s'assurera de la participation des bénéficiaires en les associant activement à la conception, la planification et l'exécution de toutes les activités. Une évaluation de l'impact selon le sexe sera effectuée pour consolider l'orientation générale du programme sur les problèmes propres aux femmes. Tous les organismes d'exécution devront être connectés à Internet/courrier électronique pour faciliter et exploiter la communication et le partage des informations entre institutions, et jeter ainsi les bases d'un système d'établissement de rapports en temps réel entre le FIDA, l'institution coopérante et le client. L'étroite interaction entre le FIDA, le PNUD, les gouvernements français, britannique et américain, et l'UE pendant la phase de conception a permis aux activités et aux interventions programmées par ces institutions d'être parfaitement coordonnées et complémentaires.

Questions principales

Aucune question importante ne restera en suspens à la fin de la préévaluation.

Opérations antérieures du FIDA

À ce jour, Maurice n'a reçu qu'un prêt, d'un montant de 5,22 millions de DTS, clos le 31 décembre 1991.

Région: Asie et Pacifique	Pays: Laos
Nom du projet: Développement agricole de la province de Xieng Khouang - Phase II	PNB par habitant ¹ : 350
Coût du projet (en millions de USD): 9,2	Population (en millions d'habitants) ¹ : 4,9
Prêt du FIDA (en millions de USD): À déterminer	Financeur extérieur principal ² : FIDA
Conditions de prêt proposées: Particulièrement favorables	Cofinanceur: Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID)
État d'avancement: Formulation terminée	Institution chargée de la préévaluation et administrateur du prêt: FIDA et BSP/ONU

Objectifs du projet

La province de Xieng Khouang reste l'une des plus pauvres du pays et 83,5 % environ des ménages y vivent au-dessous du seuil de pauvreté nationale. Elle est toujours déficitaire en riz et l'insécurité alimentaire est particulièrement grave parmi les paysans qui pratiquent la culture itinérante sur les terres d'altitude moyenne à élevée. Sur la base de l'expérience acquise par le FIDA au cours de la première phase, les objectifs essentiels du projet proposé consisteront à atténuer la pauvreté, à améliorer la sécurité alimentaire et régulariser les revenus, enfin à renforcer les possibilités d'activités de remplacement de façon à réduire la production d'opium dans la zone visée. Ces objectifs seront atteints par les moyens suivants: encourager le développement de l'agriculture, notamment l'irrigation, la production végétale et animale; offrir des possibilités de diversification des revenus grâce au crédit; désenclaver les populations rurales isolées par la construction de routes d'accès rurales; enfin, fournir un service social essentiel, l'approvisionnement en eau de boisson, de façon à améliorer la santé et la productivité de la population locale.

Bénéficiaires du projet

Le groupe cible se composera d'environ 167 000 personnes, soit 24 500 ménages (83,5 % de la population) de la province qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté. L'aide sera destinée aux ménages qui ne disposent que d'un hectare de terre irriguée ou de cinq bovins et/ou buffles. Les ménages ruraux des 506 villages visés profiteront directement des composantes productives de développement agricole et de diversification des revenus que comprend le projet. En outre, ils bénéficieront de l'amélioration des infrastructures sociales (routes rurales et approvisionnement en eau des villages) et de la circulation des informations sur la production et les marchés. Le renforcement des capacités institutionnelles des communautés locales et des services publics aura aussi un effet positif sur le développement social et économique global à long terme de la province.

Composantes du projet

Les principales composantes du projet seront les suivantes:

a) Développement agricole

Trois sous-composantes sont prévues. La sous-composante irrigation financera: i) la construction de 20 petits réseaux pour agrandir la superficie desservie ou améliorer les réseaux traditionnels existant; ii) la remise en état de 15 réseaux pour réduire l'entretien; iii) la remise en état



de 50 microréseaux. La sous-composante appuiera également la construction d'ouvrages de prise améliorés ayant une superficie desservie potentielle de 2 495 ha au total (1 670 ha de terres irriguées en saison humide et 825 ha en saison sèche). Les bénéficiaires seront entièrement responsables de la construction et de l'entretien des ouvrages et devront participer au financement des dépenses de construction. Le personnel technique de la province et du district recevra une formation. La sous-composante développement des cultures organisera des démonstrations et des campagnes de vulgarisation en ce qui concerne la pratique des cultures commerciales de saison sèche sur les terres irriguées et des cultures de saison humide ou pérennes de remplacement sur les terres d'altitude. Le renforcement du réseau d'agents agricoles de villages recevra un appui, notamment sous forme de formation. La sous-composante concernant le bétail et les pêches visera à accroître la rentabilité de l'élevage en soutenant: un programme de développement des fourrages pour les bovins; un programme de vaccination; la fourniture de conseils simples; la santé animale; enfin la formation du personnel et des agriculteurs.

b) Diversification des revenus

Le projet appuiera la fourniture de services d'épargne et de crédit en faveur d'activités rémunératrices à l'exploitation même ou à l'extérieur, et améliorera la viabilité financière et le rayon d'action de la Banque de promotion de l'agriculture au moyen de prêts commerciaux. L'Agence locale de cette banque recevra des fonds supplémentaires par le biais d'un fonds de crédit renouvelable créé à cet effet. Le crédit sera accordé aux taux d'intérêt du marché sans nantissement mais avec garantie collective. La Banque recevra un appui pour améliorer ses opérations, sa capacité institutionnelle et son rayon d'action vis-à-vis des bénéficiaires. L'Union des femmes lao participera à la formation et à la mobilisation sociale des bénéficiaires femmes.

c) Mise en place d'infrastructures rurales

L'approvisionnement en eau des zones rurales sera facilité par la construction de 56 réseaux d'adduction par gravité, comprenant la construction d'ouvrages de protection des sources, le forage et l'équipement de 240 puits pour fournir de l'eau de boisson saine. Les communautés villageoises couvriront environ 20 % du coût total et seront ensuite chargées de l'exploitation et de l'entretien des installations. Dans le cadre de la sous-composante relative à la construction de routes d'accès rurales, des fonds seront accordés pour financer: i) des travaux de levés et de plans pour 320 km de routes et cinq ponts bailey; ii) la construction d'ouvrages de drainage transversal sur les principales routes du district; iii) la construction d'environ 270 km de routes de district; iv) le soutien des institutions. Des fonds seront également mis à disposition pour la formation, l'assistance technique, les transports, le matériel de bureau, etc.

d) Renforcement des institutions

Cette composante financera la formation de personnel et une assistance technique de façon à assurer l'introduction de méthodes participatives de planification et de développement et à garantir que l'assistance du projet parviendra bien aux bénéficiaires sur des bases participatives. En outre, elle renforcera l'efficacité institutionnelle des communautés locales, des organismes spécialisés et des équipes de gestion du projet au niveau de la province et du district, afin d'améliorer leurs activités de planification, de gestion et d'exécution des programmes de lutte contre la pauvreté et de développement.



Exécution du projet

Ce projet de six ans sera exécuté sous la responsabilité générale du Gouvernement de la province de Xieng Khouang. La gestion globale du projet sera confiée à l'unité provinciale de gestion du projet du Bureau du gouverneur adjoint de la province qui rendra compte à un comité directeur aux niveaux provincial et national. L'unité provinciale de gestion sera secondée par une unité de gestion de district rattachée au Bureau du chef de chaque district. L'exécution du projet incombera aux organismes spécialisés au niveau de la province et du district. L'action des organismes spécialisés dans les villages sera facilitée par le recours au réseau d'agents villageois dont la mise en place sera achevée. Les services d'épargne et de crédit rural relèveront de la Banque de promotion de l'agriculture, elle-même supervisée par la Banque du Laos en vertu d'un accord subsidiaire avec le Ministère des finances.

Quelques caractéristiques importantes

Le projet aura un effet positif sur l'état nutritionnel et la sécurité alimentaire des ménages. L'Union des femmes lao, organisation de base, aidera à élargir l'accès des femmes à la technologie et aux moyens de production. Elle jouera en particulier un rôle très important dans la formation, la sensibilisation et la mobilisation sociale des femmes bénéficiaires afin que celles-ci participent aux activités du projet, et dans la promotion du programme d'épargne et de crédit. Une approche fondée sur la participation des bénéficiaires de la planification permettra de renforcer l'intervention et l'intérêt direct des bénéficiaires pour le projet. L'exécution sera décentralisée au niveau des districts et des villages et des organismes spécialisés participants de façon que chaque communauté et chaque organisme soit responsable de ses activités. Les agents villageois seront employés pour compléter les services de vulgarisation. Les bénéficiaires participeront à la construction des routes non seulement pour leur donner le sentiment qu'elles leur appartiennent mais aussi pour opérer des transferts de revenus en faveur des populations de montagne autrefois isolées qui vivent de la production d'opium. Ces populations bénéficieront également des avantages durables qu'offrira l'accès facile aux marchés et aux services d'appui public.

Principales questions

Au cours de la préévaluation, les questions ci-après seront traitées: i) reconfirmer les modalités de gestion des fonds renouvelables existants (en espèces et en nature) dans la province à la suite du projet de phase I, y compris les recettes provenant des crédits d'irrigation de la phase I; ii) organiser la coopération proposée avec le PNUCID, l'Office allemand de la coopération technique (GTZ) et l'Agence danoise de développement international (DANIDA) pour mettre en commun les informations et les techniques relatives au développement des systèmes d'exploitation en altitude élevée; iii) calculer définitivement, et le cas échéant, ajuster les coûts du projet, y compris les modalités de financement avec le gouvernement et le PNUCID, cofinanceur du projet.

Opérations antérieures du FIDA

Le pays a bénéficié jusqu'ici de cinq projets (un projet cofinancé et quatre projets dus à l'initiative du FIDA) d'un montant total de 22,45 millions de DTS. Trois projets sont en cours d'exécution.



Région: Amérique latine et Caraïbes	Pays: République dominicaine
Nom du projet: Petite exploitation dans la région du sud-ouest - Phase II	PNB par habitant ¹ : 1 460
Coût du projet (en millions de USD): 17,6	Population (en millions d'habitants) ¹ : 7,8
Prêt du FIDA (en millions de USD): À déterminer	Financier extérieur principal ² : FIDA
Conditions de prêt proposées: Intermédiaires	Cofinancier: Aucun
État d'avancement: Préévaluation terminée	Institution chargée de la préévaluation et administrateur du prêt: FIDA et FIDA

Objectifs du projet

Bien que la pauvreté sévisse dans l'ensemble des campagnes du pays, elle est plus fréquente dans la région du sud-ouest, où 87% de la population rurale est pauvre. C'est l'une des raisons pour lesquelles, au cours des vingt dernières années, des taux d'émigration élevés ont été enregistrés des campagnes vers les villes et vers l'étranger. Mettant à profit les enseignements tirés au cours de l'exécution du Projet de mise en valeur de la région du Sud-Ouest (prêt N°216-DO), le projet proposé a pour objectif général d'améliorer les conditions de vie et les revenus des ruraux pauvres et de remédier à l'extrême pauvreté. Plus précisément, on cherchera à: i) améliorer les possibilités de tirer des revenus de la production agricole ou non agricole, ou en créer de nouvelles; ii) améliorer l'accès des membres de la famille à des sources locales de financement en vue d'obtenir des investissements et des biens d'équipement pour des initiatives agricoles et des micro-entreprises; iii) améliorer à l'échelon local les infrastructures sociales et de production, ainsi que les routes et les circuits commerciaux; iv) renforcer la capacité des organisations locales et des ONG d'assurer aux communautés des services sociaux et de production.

Bénéficiaires du projet

Le projet desservira 19 communes des provinces de Bahoruco, Independencia et Elias Piña, dans la partie sud-ouest du pays, près de la frontière avec Haïti. La zone du projet compte 208 300 habitants, dont 138 000 sont établis dans des zones rurales. On estime que 86% de la population rurale (118 000 habitants) vit au-dessous du seuil de pauvreté et que 42% vit dans des conditions d'extrême pauvreté. Le groupe cible comprendra 21 500 familles (sur un total de 43 419 dans la zone visée): petits exploitants, micro-entrepreneurs et ouvriers agricoles ou non agricoles sans terre. Le projet bénéficiera directement à environ 10 500 familles rurales, dont 27% ont une femme à leur tête.

Composantes du projet

a) Développement communautaire

Cette composante visera à aider les communautés locales à s'organiser et à exprimer leurs besoins. À cette fin, des ONG locales ou des organisations communautaires structurées, engagées par le projet comme agents de promotion pour la zone, contribueront à faciliter d'éventuels travaux et à renforcer les moyens d'organisation et de production des groupements communautaires. Un fonds pour les initiatives communautaires sera créé pour financer des activités répondant à des besoins orientés vers la production et des travaux d'infrastructure sociale. Une approche participative par le



bas sera appliquée pour la définition, la sélection et le classement par ordre de priorité des besoins des communautés et des bénéficiaires. Les initiatives retenues seront financées au titre du projet et cofinancées par les communautés participantes. Les investissements pourraient porter sur: des travaux communautaires d'irrigation sur une petite échelle; des petits dispositifs communautaires d'approvisionnement en eau; la conservation des sols et la protection des bassins versants; des améliorations apportées aux logements et aux établissements ruraux (*bateyes*); des projets permettant aux femmes de consacrer moins de temps aux tâches domestiques; la construction, la réparation et l'entretien de routes rurales. On s'attachera en priorité à trouver de nouveaux débouchés pour la production agricole et pour celle des micro-entreprises, ou à améliorer les débouchés existants.

b) Services financiers

Cette composante a pour objectif d'assurer l'accès des petits exploitants et des entrepreneurs de la zone du projet, hommes et femmes, aux services financiers afin d'appuyer leurs initiatives orientées vers la production. L'Association pour le développement des micro-entreprises sera chargée de la mobilisation et de la rétrocession de l'épargne. Pour élargir le rayon d'action du projet, on passera contrat au cours de la deuxième et de la troisième années avec d'autres institutions de rétrocession de second rang, analogues et efficaces, qui ont déjà été repérées. Elles ouvriront à leur tour des crédits auprès d'intermédiaires de premier rang, en faisant appel à un réseau local de banques villageoises, d'ONG et de coopératives d'épargne et de crédit, pour l'octroi de prêts aux bénéficiaires. Des prêts à court, moyen et long termes seront accordés pour la production agricole, pour les micro-entreprises et pour des initiatives de commercialisation novatrices. Le projet s'efforcera également de renforcer les institutions de prêt informelles de premier rang en dispensant au niveau local une formation et une assistance technique ainsi que du matériel.

Exécution du projet

Le secrétariat technique de la Présidence/Office national du plan sera chargé de l'exécution de ce projet de six ans. Un comité directeur sera responsable de l'approbation et de la supervision des plans d'activité et budgets annuels et assurera la direction générale du projet. Le comité de planification et d'exécution du projet ainsi que le comité directeur comprendront des représentants des bénéficiaires élus à cette fin. Une UGP, administrativement et financièrement autonome, sera mise en place dans la zone du projet et sera chargée de l'administration et de la coordination. Cette unité sera composée d'un directeur de projet et de deux coordonnateurs des opérations (développement communautaire et services financiers) et sera dotée d'un système de S&E. Elle n'exécutera aucune des activités, mais sera chargée de passer contrat avec des fournisseurs de services (organismes publics ou privés) pour les différentes activités et d'assurer la coordination. Le Fonds pour les initiatives communautaires sera géré par un administrateur.

Quelques caractéristiques importantes

Le projet est parfaitement conforme à la stratégie et à l'approche nouvelles appliquées à la région Amérique latine et Caraïbes. Il se distingue par les caractéristiques novatrices suivantes: mise en place d'un processus de planification annuelle des investissements et des activités, participatif et axé sur la demande; utilisation d'agents du secteur privé pour la prestation de services organisationnels et techniques; appui aux services financiers ruraux, en faisant appel au réseau financier informel local qui participera aux opérations de premier rang; intégration de mesures visant à favoriser l'équité entre les sexes, qui seront mises en oeuvre à tous les échelons du projet. Le FIDA supervisera directement le projet.



Questions principales

La participation du projet au sous-projet de l'Artibonito (initiatives d'aménagement des bassins versants de ce fleuve en République dominicaine et en Haïti, dans la zone frontalière), qui serait coordonnée par l'USAID, est une question à examiner avec le Gouvernement de la République dominicaine pendant les négociations de prêt.

Opérations antérieures du FIDA

À ce jour, quatre projets ont été approuvés pour un total de 24,50 millions de DTS. Deux d'entre eux sont cofinancés et deux sont dus à l'initiative du FIDA. Un projet est en cours d'exécution.

Région: Amérique latine et Caraïbes	Pays: Honduras
Nom du projet: Projet de développement rural pour la région du sud-ouest du Honduras	PNB par habitant ¹ : 600
Coût du projet (en millions de USD): 20,0	Population (en millions d'habitants) ¹ : 5,9
Prêt du FIDA (en millions de USD): À déterminer	Financeur extérieur principal ² : FIDA
Conditions de prêt proposées: Particulièrement favorables	Cofinanceur: Pourparlers en cours avec la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE)
État d'avancement: Formulation en cours	Institution chargée de la préévaluation et administrateur du prêt: FIDA et institution à déterminer

Objectifs du projet

Le projet proposé aura pour principal objet d'améliorer le revenu et le niveau de vie des populations rurales-indigènes de trois des quatre départements les plus pauvres du Honduras. Il mettra en place les moyens institutionnels, juridiques et techniques nécessaires pour permettre aux organisations paysannes et indigènes d'identifier, de concevoir et d'exécuter leurs propres projets de développement communautaire afin d'atténuer la pauvreté rurale extrême dans ces communautés. Plus précisément, le projet aura pour objectifs: i) d'accroître la superficie cultivée et la productivité des parcelles des paysans; ii) de donner aux petits exploitants accès au financement et d'appuyer le renforcement d'un système local de crédit; iii) de réaliser les conditions techniques et financières requises pour la création de micro-entreprises; iv) de renforcer les organisations de petits agriculteurs du point de vue social et administratif, et d'améliorer leur gestion et leur aptitude à commercialiser la production locale; v) de mettre fin à la dégradation des ressources naturelles et en particulier d'assurer l'aménagement durable des ressources forestières; vi) de renforcer le rôle des femmes rurales et d'assurer leur pleine participation aux activités sociales et économiques appuyées par le projet; vii) enfin, d'assurer la sécurité alimentaire des familles participantes.

Bénéficiaires du projet

Le projet se déroulera dans les départements d'Intibuca, La Paz et Valle, dont la population rurale est approximativement de 290 000 personnes (soit environ 50 000 familles). Il visera les petits exploitants pauvres de la zone, en particulier les populations indigènes. Le groupe cible se composera de quelque 44 500 familles rurales pauvres vivant au-dessous du seuil de pauvreté. Environ 8 000 familles rurales pauvres bénéficieront directement des activités du projet. Parmi elles, 6 000 bénéficieront du crédit offert par les institutions locales avec l'appui du projet PRODESO. En outre, 5 000 familles pourront obtenir des fonds modestes non remboursables à des fins d'investissements communautaires et/ou de formation et d'assistance technique. Ces communautés tireront aussi profit des investissements dans les infrastructures et l'environnement.



Composantes du projet

a) Organisation et promotion des communautés

Le projet sera orienté vers les communautés les plus pauvres afin de lancer un processus de motivation en vue de la constitution ou du renforcement d'organisations locales. Il s'agit d'encourager les organisations locales à formuler et exécuter de petits projets communautaires destinés à améliorer la capacité de production des familles locales.

b) Services techniques et formation

Un appui sera accordé à la création d'un fonds destiné à financer la formation, l'assistance technique et l'assistance à la commercialisation afin d'aider les organisations locales à exécuter des projets de production. Les fonds seront fournis dans le cadre des principaux programmes de formation, en prévoyant notamment des activités de formation spécifiques demandées par les paysans. Le fonds cofinancera, avec les organisations paysannes, l'assistance technique et l'assistance à la commercialisation dont auront besoin les sous-projets de production. Le projet virera les montants nécessaires de sorte que les organisations paysannes puissent, sous la supervision de l'Unité de gestion du projet, passer directement des contrats pour obtenir une assistance technique d'ONG, d'entreprises ou de spécialistes locaux. Un comité d'approbation, groupant des représentants de l'Unité de gestion du projet, de la municipalité et des bénéficiaires sera constitué pour approuver les demandes des organisations locales.

c) Services financiers ruraux

Cette composante vise à réorganiser un système local de crédit sous la direction et la surveillance d'un établissement financier structuré faisant fonction de banque de second rang. Un appui sera fourni pour les activités suivantes: renforcement des institutions; octroi de crédit pour la capitalisation de petites parcelles; développement et commercialisation de la production agricole; expansion des micro-entreprises et des agro-industries rurales.

d) Fonds de développement communautaire

Le projet appuiera la création d'un fonds non remboursable pour financer les investissements dans les infrastructures de production, à savoir: études de préinvestissements; irrigation et approvisionnement en eau; routes rurales; reboisement et protection des sols; gestion des ressources forestières; cofinancement des activités de production particulièrement risquées ou novatrices. Un comité d'approbation composé de représentants du projet, des municipalités et des bénéficiaires approuvera les décaissements.

Exécution du projet

Ce projet de six ans sera exécuté par une unité de gestion autonome sous les auspices du Ministère de l'agriculture et de l'élevage. Un conseil de direction composé de représentants du Ministère de l'agriculture et de l'élevage, du Secrétariat des finances, du Secrétariat des ressources naturelles et de l'environnement et de représentants des organisations bénéficiaires sera chargé de l'exécution en général. Le projet se déroulera en coordination avec le Conseil de développement municipal (CODEM) qui représente les autorités locales.



Quelques caractéristiques importantes

Le projet sera orienté avec une attention particulière vers les communautés et les groupes sociaux les plus pauvres et les plus marginaux afin d'entreprendre des activités spéciales de promotion et de motivation. Dans ce contexte, on veillera spécialement à offrir aux femmes des conditions nouvelles et plus équitables d'accès aux emplois, aux services et aux avantages. Le projet comportera d'importantes activités de formation anti-sexiste, au titre de la composante "organisation et promotion des communautés". Il apportera aussi une contribution notable au renforcement des institutions locales en améliorant ou créant des mécanismes efficaces pour promouvoir la participation au développement de groupes appartenant aux communautés de petits paysans et d'indigènes.

Principales questions

Au cours de la préévaluation, on s'occupera des questions suivantes; i) organisation définitive du financement du projet, notamment participation de la BCIE et d'autres donateurs; ii) règles d'exécution des composantes du projet, en ce qui concerne particulièrement les décaissements du fonds de développement communautaire, l'assistance technique et le fond de formation. À cet égard, des accords seront conclus avec le comité d'approbation proposé; les critères d'admissibilité et le montant maximum seront approuvés à l'échelon local; iii) règlement des services financiers et accords subsidiaires avec des établissements financiers intermédiaires publics ou privés; iv) statut de l'Unité de gestion du projet, manuels d'opérations et mécanismes de vérification et de fonctionnement; v) enfin sélection de l'institution coopérante.

Opérations antérieures du FIDA

À ce jour, le pays a bénéficié de cinq projets dus à l'initiative du FIDA et représentant un montant total de 29,35 millions de DTS. Deux projets sont en cours d'exécution.



ANNEXE B

ANNEXE B

TOUR D'HORIZON SUCCINCT

PREMIÈRE PARTIE **PROJETS PRÉCÉDEMMENT PRÉSENTÉS À L'ANNEXE A, MAIS NON
ENCORE APPROUVÉS**

DEUXIÈME PARTIE **PROJETS À L'ÉTUDE CLASSÉS SELON LEUR STADE D'ÉLABORATION -
PÉRIODE 1998-1999**

PREMIÈRE PARTIE: PROJETS PRÉCÉDEMMENT PRÉSENTÉS À L'ANNEXE A, MAIS NON ENCORE APPROUVÉS

Pays	Population (millions) ^{1/}	PNB par habitant 1995 Effectif (USD)	Nom du projet	Prêt proposé Montant provisoire (millions de USD)	Nature du projet	État d'avancement	Session du Conseil d'administration (pour l'annexe A)
AFRIQUE I							
CAMEROUN	13,3	650	Projet national de recherche agricole et d'appui à la vulgarisation	10,36	recherche et vulgarisation	présentation au Conseil prévue pour septembre	^{2/}
CAP-VERT	0,4	960	Programme de lutte contre la pauvreté rurale ^{3/}	à déterminer	développement rural	préévaluation en cours	EB 60/avril 97
CONGO	2,6	680	Commercialisation et financement rural	à déterminer	crédit rural et commercialisation	formulation terminée	EB 60/avril 97
CÔTE D'IVOIRE	14,0	660	Amélioration de la sécurité alimentaire dans la région du Zanzan	11,12	développement rural	présentation au Conseil prévue pour septembre	EB 63/avril 98
MALI	9,8	250	Fonds de développement de la ceinture sahélienne	à déterminer	développement rural	préévaluation en cours	EB 62/décembre 97
NIGÉRIA	111,3	260	Programme d'expansion de la culture des racines et tubercules	20,0	promotion de produits	préévaluation terminée	EB 57/avril 96
AFRIQUE II							
ÉTHIOPIE (X)	56,4	100	Recherche agricole et formation	18,2	recherche et vulgarisation	présentation au Conseil prévue pour septembre	EB 63/avril 98



PREMIÈRE PARTIE: PROJETS PRÉCÉDEMMENT PRÉSENTÉS À L'ANNEXE A, MAIS NON ENCORE APPROUVÉS

Pays	Population (millions) ^{1/}	PNB par habitant 1995 Effectif (USD)	Nom du projet	Prêt proposé Montant provisoire (millions de USD)	Nature du projet	État d'avancement	Session du Conseil d'administration (pour l'annexe A)
LESOTHO	2,0	770	Programme de développement durable de l'agriculture de montagne ^{5/}	8,4	développement rural	présentation au Conseil prévue pour septembre	EB 60/avril 97
OUGANDA	19,2	240	Programme d'appui à l'aménagement des districts ^{6/}	12,6	développement rural	présentation au Conseil prévue pour septembre	EB 63/avril 98
ZAMBIE	9,0	400	Produits forestiers	à déterminer	gestion des ressources naturelles	préévaluation en cours	EB 62/décembre 97
ZIMBABWE	11,0	540	Programme d'appui à l'irrigation paysanne	12,1	petite irrigation	présentation au Conseil prévue pour septembre	EB 63/avril 98
ASIE ET PACIFIQUE							
CHINE	1 200,2	620	Développement des zones des Monts Wulin peuplées de minorités ethniques	28,0	développement rural	présentation au Conseil prévue pour septembre	EB 63/avril 98
PAKISTAN	129,9	460	Développement villageois dans la zone Barani	25,0	développement rural	préévaluation terminée	EB 63/avril 98
SRI LANKA	18,1	700	Création d'entreprises et d'emplois à Matale ^{7/}	à déterminer	développement rural	préévaluation en cours	EB 63/avril 98



PREMIÈRE PARTIE: PROJETS PRÉCÉDEMMENT PRÉSENTÉS À L'ANNEXE A, MAIS NON ENCORE APPROUVÉS

Pays	Population (millions) ^{1/}	PNB par habitant 1995 Effectif (USD)	Nom du projet	Prêt proposé Montant provisoire (millions de USD)	Nature du projet	État d'avancement	Session du Conseil d'administration (pour l'annexe A)
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES							
COLOMBIE	36,8	1 910	Développement de la pêche artisanale et de l'aquaculture	à déterminer	pêches	formulation terminée	EB 63/avril 98
HAÏTI	7,2	250	Intensification des cultures vivrières - Phase II	à déterminer	développement agricole	post-formulation en cours	EB 63/avril 98
PROCHE-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD							
ÉGYPTE (X)	57,8	790	Développement rural de la région de Sohag	25,0	développement rural	présentation au Conseil prévue pour septembre	EB 61/septembre 97
OMAN	2,2	4 820	Gestion des ressources communautaires	à déterminer	développement agricole et gestion des ressources naturelles	Formulation terminée	EB 63/avril 98
ROUMANIE	22,7	1 480	Développement des Apuseni	16,46	crédit rural	présentation au Conseil prévue pour septembre	EB 62/décembre 97
SOUDAN	26,7	n.c. ^{8/}	Développement agricole du Kordofan du Sud	à déterminer	développement rural	préévaluation terminée	EB 55/septembre 95



**DEUXIÈME PARTIE: PROJETS À L'ÉTUDE CLASSÉS SELON LEUR STADE D'ÉLABORATION
PÉRIODE 1998-1999**

Pays	Population (millions) ^{1/}	PNB par habitant 1995 Effectif (USD)	Nom du projet	Montant provisoire du prêt proposé (millions de USD)	Nature du projet	État d'avancement
AFRIQUE I						
Projets au stade de l'admission/identification						
Projets au stade de la formulation/préparation						
BURKINA FASO	10,4	230	Appui aux micro-entreprises rurales	voir annexe A	micro-entreprises rurales	formulation en cours
CONGO	2,6	680	Commercialisation et financement rural	à déterminer	commercialisation et crédit rural	formulation terminée
GHANA	17,1	390	Conservation et restauration des sols dans le Haut Ghana oriental - Phase II	à déterminer	conservation des sols et remise en état des petites exploitations.	formulation en cours
GHANA (X)	17,1	390	Financement rural	à déterminer	services financiers ruraux	formulation en cours
GUINÉE (X)	6,6	550	Programme d'appui villageois	à déterminer	développement rural décentralisé	préparation en cours
SÉNÉGAL	8,5	600	Développement de l'agroforesterie - Phase II	voir annexe A	gestion des ressources naturelles/développement agricole	formulation en cours
SIERRA LEONE	4,2	180	Programme d'appui au secteur rural ^{9/}	à déterminer	développement rural	formulation terminée



**DEUXIÈME PARTIE: PROJETS À L'ÉTUDE CLASSÉS SELON LEUR STADE D'ÉLABORATION
PÉRIODE 1998-1999**

Pays	Population (millions) ^{1/}	PNB par habitant 1995 Effectif (USD)	Nom du projet	Montant provisoire du prêt proposé (millions de USD)	Nature du projet	État d'avancement
Projets au stade de la préévaluation						
CAMEROUN (X)	13,3	650	Projet national de recherche agricole et d'appui à la vulgarisation	10,36	recherche et vulgarisation	présentation au Conseil prévue pour septembre
CAP-VERT	0,4	960	Programme de lutte contre la pauvreté rurale ^{3/}	à déterminer	développement rural	préévaluation en cours
CÔTE D'IVOIRE	14,0	660	Amélioration de la sécurité alimentaire dans la région du Zanzan ^{4/}	11,12	développement rural	présentation au Conseil prévue pour septembre
GAMBIE	1,1	320	Services financiers ruraux et initiatives communautaires ^{10/}	voir annexe A	Services de microfinancement	préévaluation en cours
MALI	9,8	250	Fonds de développement de la ceinture sahélienne	à déterminer	développement rural	préévaluation en cours
NIGÉRIA	111,3	260	Programme d'expansion de la culture des racines et tubercules	20,0	Promotion des produits	préévaluation terminée
SÉNÉGAL (X)	8,5	600	Services agricoles et organisations de producteurs (PSAOP)	à déterminer	développement agricole	préévaluation en cours



**DEUXIÈME PARTIE: PROJETS À L'ÉTUDE CLASSÉS SELON LEUR STADE D'ÉLABORATION
PÉRIODE 1998-1999**

Pays	Population (millions) ^{1/}	PNB par habitant 1995 Effectif (USD)	Nom du projet	Montant provisoire du prêt proposé (millions de USD)	Nature du projet	État d'avancement
AFRIQUE II						
Projets au stade de de l'admission/identification						
ÉRYTHRÉE	n.c.	n.c. ^{8/}	Développement de l'élevage et de l'agriculture de Gash Barka	à déterminer	développement de zones	admission terminée
AFRIQUE DU SUD	41,5	3 160	Mise en place de systèmes financiers ruraux	à déterminer	crédit rural	admission terminée
Projets au stade de la formulation/préparation						
BURUNDI	6,3	160	Modernisation des services de base	à déterminer		formulation en cours
NAMIBIE	1,5	2 000	Programme de développement des zones communales du sud	à déterminer	développement de zones	formulation en cours
TANZANIE République-Unie de	29,6	120	Développement participatif de la petite irrigation	à déterminer	privatisation de la petite irrigation	formulation en cours
Projets au stade de la préévaluation						
ÉTHIOPIE (X)	56,4	100	Recherche agricole et formation	18,2	recherche et vulgarisation	présentation au Conseil prévue pour septembre



**DEUXIÈME PARTIE: PROJETS À L'ÉTUDE CLASSÉS SELON LEUR STADE D'ÉLABORATION
PÉRIODE 1998-1999**

Pays	Population (millions) ^{1/}	PNB par habitant 1995 Effectif (USD)	Nom du projet	Montant provisoire du prêt proposé (millions de USD)	Nature du projet	État d'avancement
LESOTHO	2,0	770	Projet de développement durable de l'agriculture de montagne ^{4/}	8,4	développement rural	présentation au Conseil prévue pour septembre
MAURICE	1,1	3 380	Diversification rurale	voir annexe A	crédit rural	préévaluation en cours
OUGANDA	19,2	240	Programme d'appui à l'aménagement des districts ^{6/}	12,6	développement rural	présentation au Conseil prévue pour septembre
ZAMBIE	9,0	400	Produits forestiers	à déterminer	gestion des ressources naturelles	préévaluation en cours
ZIMBABWE	11,0	540	Programme d'appui à l'irrigation paysanne	12,1	petite irrigation	présentation au Conseil prévue pour septembre

ASIE ET PACIFIQUE

Projets au stade de l'admission/identification

LAOS	4,9	350	Appui au crédit rural	à déterminer	crédit	identification en cours
NÉPAL	21,5	200	Amélioration de l'irrigation à gestion paysanne des collines	à déterminer	irrigation et développement rural	identification en cours



**DEUXIÈME PARTIE: PROJETS À L'ÉTUDE CLASSÉS SELON LEUR STADE D'ÉLABORATION
PÉRIODE 1998-1999**

Pays	Population (millions) ^{1/}	PNB par habitant 1995 Effectif (USD)	Nom du projet	Montant provisoire du prêt proposé (millions de USD)	Nature du projet	État d'avancement
PAKISTAN	129,9	460	Développement des zones tribales du nord administrées au niveau fédéral	à déterminer	développement rural	admission terminée
SRI LANKA	18,1	700	Deuxième projet de crédit pour les petits exploitants	à déterminer	crédit	identification en cours
Projets au stade de la formulation/préparation						
BANGLADESH	119,8	240	Amélioration des cultures paysannes	à déterminer	développement agricole	formulation en cours
BHOUTAN	0,7	420	Deuxième projet de développement agricole de la zone orientale	à déterminer	développement agricole	formulation en cours
INDE	929,4	340	Programme de développement des terres tribales du Madhya Pradesh et du Bihar ^{11/}	à déterminer	Tribal development	Post-formulation terminée
LAOS	4,9	350	Développement agricole de la province de Xieng Khouang - Phase II	voir annexe A	développement agricole	Formulation terminée
VIET NAM	73,5	240	Développement rural de la province de Ha Tinh	à déterminer	développement rural	formulation en cours



**DEUXIÈME PARTIE: PROJETS À L'ÉTUDE CLASSÉS SELON LEUR STADE D'ÉLABORATION
PÉRIODE 1998-1999**

Pays	Population (millions) ^{1/}	PNB par habitant 1995 Effectif (USD)	Nom du projet	Montant provisoire du prêt proposé (millions de USD)	Nature du projet	État d'avancement
Projets au stade de la préévaluation						
CHINE	1 200,2	620	Développement des zones des Monts Wulin peuplées de minorités ethniques	28,0	développement rural	présentation au Conseil prévue pour septembre
PAKISTAN	129,9	460	Développement villageois dans la zone Barani	à déterminer	développement rural	Préévaluation terminée
SRI LANKA	18,1	700	Création d'entreprises et d'emplois à Matale ^{7/}	à déterminer	développement rural	préévaluation en cours
VIET NAM (X)	73,5	240	Microfinancement rural ^{12/}	à déterminer	services financiers ruraux	préévaluation terminée
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES						
Projets au stade de l'admission/identification						
CHILI	14,2	4 160	Développement agricole des régions méridionales	à déterminer	développement agricole	identification en cours
COLOMBIE	36,8	1 910	Développement de l'agriculture paysanne du Haut Bassin du Pahia	à déterminer	développement rural	identification en cours
COLOMBIE	36,8	1 910	Développement de l'agriculture paysanne du Moyen Chicamocha	à déterminer	développement rural	identification en cours



**DEUXIÈME PARTIE: PROJETS À L'ÉTUDE CLASSÉS SELON LEUR STADE D'ÉLABORATION
PÉRIODE 1998-1999**

Pays	Population (millions) ^{1/}	PNB par habitant 1995 Effectif (USD)	Nom du projet	Montant provisoire du prêt proposé (millions de USD)	Nature du projet	État d'avancement
COLOMBIE	36,8	1 910	Développement de l'agriculture paysanne dans les savanes du Centre-Ouest atlantique	à déterminer	développement rural	identification en cours
COSTA RICA	3,4	2 610	Promotion de l'agro-industrie rurale à gestion paysanne	à déterminer	agro-industries	identification en cours
COSTA RICA	3,4	2 610	Développement agricole du Valle General	à déterminer	développement agricole	identification en cours
COSTA RICA	3,4	2 610	Développement durable dans le canton de Talamanca	à déterminer	développement agricole	identification en cours
GUATEMALA	10,6	1 340	Programme de développement rural dans la région de Las Verapaces	à déterminer	développement rural	admission terminée
MEXIQUE	91,8	3 320	Appui à l'irrigation des petites exploitations	à déterminer	Irrigation	identification en cours
MEXIQUE	91,8	3 320	Appui aux travailleurs agricoles saisonniers migrants	à déterminer	développement rural	identification en cours
MEXIQUE	91,8	3 320	Gestion des ressources forestières par les communautés paysannes	à déterminer	développement rural	identification en cours
NICARAGUA	4,4	380	II ^e Région, départements de León et de Chinandega	à déterminer	développement rural	identification terminée



**DEUXIÈME PARTIE: PROJETS À L'ÉTUDE CLASSÉS SELON LEUR STADE D'ÉLABORATION
PÉRIODE 1998-1999**

Pays	Population (millions) ^{1/}	PNB par habitant 1995 Effectif (USD)	Nom du projet	Montant provisoire du prêt proposé (millions de USD)	Nature du projet	État d'avancement
Projets au stade de la formulation/préparation						
ARGENTINE	34,7	8 030	Développement de la région nord-ouest de l'Argentine	à déterminer	développement rural	formulation en cours
BRÉSIL	159,2	3 640	Réforme agraire durable dans la région nord-est	à déterminer	développement rural	formulation en cours
COLOMBIE	36,8	1 910	Développement de la pêche artisanale et de l'aquaculture	à déterminer	pêches	formulation terminée
EL SALVADOR	5,6	1 610	Développement rural de la région centrale - Phase II	à déterminer	développement rural	post-formulation en cours
HAÏTI	7,2	250	Intensification des cultures vivrières - Phase II	à déterminer	développement agricole	formulation en cours
HONDURAS	5,9	600	Développement rural pour la région du sud-ouest du Honduras	voir annexe A	développement rural	formulation en cours
Projets au stade de la préévaluation						
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	7,8	1 460	Projet en faveur des petits exploitants de la région sud-ouest - Phase II 13/	voir annexe A	développement rural	préévaluation terminée



**DEUXIÈME PARTIE: PROJETS À L'ÉTUDE CLASSÉS SELON LEUR STADE D'ÉLABORATION
PÉRIODE 1998-1999**

Pays	Population (millions) ^{1/}	PNB par habitant 1995 Effectif (USD)	Nom du projet	Montant provisoire du prêt proposé (millions de USD)	Nature du projet	État d'avancement
Projets au stade de l'admission/identification						
ALGÉRIE	28,0	1 600	Développement du pastoralisme et du cheptel dans la steppe	à déterminer	élevage	identification en cours
ÉGYPTE	57,8	790	Gestion de l'eau en exploitation dans la région de Menoufia	à déterminer	développement agricole	identification en cours
MAROC	26,6	1 110	Développement agropastoral dans la région de El Kalaa des Sraghna	à déterminer	élevage	identification en cours
MAROC	26,6	1 110	Développement agricole pilote dans la région montagneuse d'Azilal	à déterminer	développement agricole	identification en cours
TURQUIE	61,1	2 780	Élevage et production fourragère en Anatolie orientale	à déterminer	élevage	Identification terminée
TURQUIE	61,1	2 780	Développement rural dans les provinces de Bitlis, Van et Hakkari	à déterminer	développement rural	identification en cours
TURQUIE	61,1	2 780	Développement rural dans la zone de Sivas-Erzincan	à déterminer	développement rural	identification en cours



**DEUXIÈME PARTIE: PROJETS À L'ÉTUDE CLASSÉS SELON LEUR STADE D'ÉLABORATION
PÉRIODE 1998-1999**

Pays	Population (millions) ^{1/}	PNB par habitant 1995 Effectif (USD)	Nom du projet	Montant provisoire du prêt proposé (millions de USD)	Nature du projet	État d'avancement
Projets au stade de la formulation/préparation						
JORDANIE	4,2	1 510	Mise en valeur des ressources agricoles dans la région de Yarmouk	à déterminer	conservation des sols et des eaux et développement agricole	formulation en cours
OMAN	2,2	4 820	Gestion des ressources communautaires	à déterminer	développement agricole et gestion des ressources naturelles	formulation terminée
SOUDAN	26,7	n.c. ^{8/}	Développement agricole du Kordofan du Sud	à déterminer	développement agricole	formulation en cours
YÉMEN	15,3	260	Développement agricole de la zone de Toor Al Baha	à déterminer	développement agricole	préparation terminée
YÉMEN	15,3	260	Développement de la zone de Maharah	à déterminer	développement rural	formulation en cours
Projets au stade de la préévaluation						
ÉGYPTE (X)	57,8	790	Développement rural de la région de Sohag	25,0	développement rural	présentation au Conseil prévue pour septembre



**DEUXIÈME PARTIE: PROJETS À L'ÉTUDE CLASSÉS SELON LEUR STADE D'ÉLABORATION
PÉRIODE 1998-1999**

Pays	Population (millions) ^{1/}	PNB par habitant 1995 Effectif (USD)	Nom du projet	Montant provisoire du prêt proposé (millions de USD)	Nature du projet	État d'avancement
ROUMANIE	22,7	1 480	Développement des Apuseni	16,46	crédit rural	présentation au Conseil prévue pour septembre
SOUDAN	26,7	n.c. ^{8/}	Développement agricole du Kordofan du Sud	à déterminer	développement rural	préévaluation terminée



Notes de l'annexe B:

- X Ces projets sont choisis dans la réserve de projets d'une institution coopérante (dont le nom est indiqué entre parenthèses); les autres sont des "projets dus à l'initiative du FIDA", c'est-à-dire, des projets retenus par les missions d'identification du Fonds ou demandés directement par les gouvernements.
- 1/ Données de 1995 tirées de l'"Atlas de la Banque mondiale, 1997".
- 2/ Figurant dans l'ordre du jour provisoire (EB 98/64/R.1).
- 3/ Antérieurement, Appui national en faveur du développement rural décentralisé.
- 4/ Antérieurement, Développement rural dans le Nord-Est - Phase II.
- 5/ Antérieurement, Programme d'investissement dans le secteur agricole - Sous-programme de développement durable de l'agriculture de montagne.
- 6/ Antérieurement, Appui aux communautés et développement agricole dans les districts de Hoima et Kibaale.
- 7/ Antérieurement, Promotion de l'économie rurale dans la région de Matala.
- 8/ D'après les estimations, revenu faible (765 USD ou moins).
- 9/ Antérieurement, Programme de réaménagement rural.
- 10/ Antérieurement, Programme relatif au financement rural et à la diversification des revenus.
- 11/ Antérieurement, Développement communautaire à l'intention des populations tribales du Madhya Pradesh et du Bihar.
- 12/ Il sera peut-être nécessaire de reformuler le projet.
- 13/ Antérieurement, Projet en faveur des petits exploitants de la région sud-ouest.



